

LIBYE

Le bureau de Kadhafi bombardé

Le régime libyen a subi hier un affront symbolique : une frappe aérienne de l'Otan a complètement détruit le bureau du colonel Mouammar Kadhafi à Tripoli, au moment où les rebelles marquaient une nette avancée à Misrata, théâtre de violents combats depuis des semaines.

Le bureau de Mouammar Kadhafi, situé dans son immense résidence du secteur de Bab Al-Azi-ziya, a été totalement détruit par une frappe aérienne de l'Otan, selon un journaliste de l'AFP.

Des détonations, les plus fortes ayant secoué la capitale jusqu'à présent, ont été ressenties hier vers 00h10 locale (22h10 GMT dimanche) tandis que des avions survolaient la ville, cible depuis vendredi de raids intensifs de l'Otan.

Seïf Al-Islam, fils du colonel Kadhafi, a dénoncé une «attaque lâche» sur le bureau de son père. Cela «peut faire peur ou terroriser les enfants mais nous n'abandonons pas la bataille et nous n'avons pas peur», a-t-il dit dans une brève déclaration à sa chaîne

de télévision Allibiya, affirmant que la bataille engagée par l'Otan en Libye était «perdue d'avance».

Trois heures après le bombardement, de la fumée s'échappait toujours d'une partie du bâtiment détruit, où des dizaines de curieux et de partisans du régime se sont rassemblés dans la nuit, scandant des slogans à la gloire du colonel Kadhafi.

Une salle de réunions, en face du bureau du dirigeant libyen, a été touchée par le souffle de l'explosion.

Le Koweït a en revanche accordé une aide financière de 50 millions de dinars (180 millions de dollars) à la rébellion, selon le président du Conseil national de transition instauré par l'opposition à Benghazi. A Misrata, à 200 km à l'est



Photo : Df

de Tripoli, le calme semblait régner hier matin après d'intenses combats qui ont permis aux rebelles de gagner du terrain. Dans la nuit, la ville avait été pendant plusieurs heures la cible de tirs d'artillerie qui ont provoqué des explosions plus violentes que d'habitude. Une douzaine de personnes ont été

tuées et une vingtaine d'autres blessées dans ces bombardements nocturnes, tous des civils, hommes, femmes et enfants en bas âge, selon des sources dans différents hôpitaux. Le Dr Mohamed Alfagieh, qui dirige l'hôpital Mujamaa Tiby, a évoqué «des cadavres totalement carbonisés

dont on n'est pas sûr que certains sont des corps humains tellement ils sont brûlés».

Les roquettes sont tombées au hasard, sur des habitations mais aussi sur un cimetière, éventrant des tombes, selon des journalistes de l'AFP. Hier matin, dans une mosquée, un muezzin chantait en continu «Dieu est grand, il est mon seul guide». «Il chante depuis des heures pour apaiser les gens», a expliqué à l'AFP Seilam Naas, 55 ans, un habitant du quartier de Kharouba, qui a perdu deux cousins en 48 heures, l'un tué par un tireur embusqué, l'autre par une roquette.

Samedi, le régime avait annoncé une suspension des opérations à Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois et où la situation humanitaire devient de plus en plus inquiétante.

Selon le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Khaled Kaïm, il s'agissait de permettre aux tribus locales de trouver une solution pacifique dans un délai de 48 heures.

Une nette avancée des rebelles a permis dimanche de libérer des habitants enfermés chez eux depuis parfois plusieurs dizaines de jours, à cause des tireurs embusqués qui abattaient tous ceux qui tentaient de sortir.

Plus à l'ouest, les forces loyales au colonel Kadhafi ont bombardé dimanche après-midi des zones proches du poste-frontière de Dehiba, à la frontière avec la Tunisie, pour tenter de reprendre la ville de Wazzan, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

La principale ville de cette zone de montagnes principalement rebelle, Zenten, à 145 km au sud-ouest de Tripoli, a été la cible dimanche soir de tirs de roquettes Grad des pro-Kadhafi, qui ont fait quatre morts et neuf blessés, selon des habitants.

Depuis quelques semaines, les habitants signalent une recrudescence des combats dans cette région, avec des tentatives des forces loyalistes de couper les communications entre les localités de cette région à majorité amazighe (berbère) qui s'est soulevée dès le début de la révolte contre le régime à la mi-février.

AFGHANISTAN

Près de 500 détenus talibans s'évadent par un tunnel

Près de 500 détenus, essentiellement des talibans, se sont évadés de la prison de Kandahar dans la nuit de dimanche à lundi par un tunnel long de 300 mètres, que les insurgés affirment avoir mis cinq mois à creuser de l'extérieur.

Il s'agit d'un nouveau camouflet embarrassant pour le gouvernement de Kaboul et ses alliés de l'Otan, qui ont multiplié les opérations ces deux dernières années dans cette région du Sud afghan, bastion des talibans et considérée comme cruciale pour stabiliser le pays. Le porte-parole du président afghan Hamid Karzaï a qualifié l'évasion de «désastre» qui «n'aurait pas dû se produire».

Selon le gouverneur provincial de Kandahar, Tooryalai Wesa, 488 détenus se sont échappés, tous des «prisonniers politiques» — des commandants ou militants talibans présumés qui n'ont pas été arrêtés pendant des combats ou des attaques — à l'exception de 13 criminels de droit commun.

Une source sécuritaire a indiqué sous couvert de l'anonymat que le tunnel faisait 300 mètres de long. M. Wesa a lui évoqué un tunnel d'un kilomètre creusé de l'extérieur de la prison.

Les insurgés talibans ont, de leur côté, affirmé être parvenus à faire sortir de la prison 541 des leurs, dont 106 «commandants», grâce à un tunnel long de 320 mètres, creusé pendant cinq mois, débouchant à l'intérieur du quartier des «prisonniers politiques» de la prison.

M. Wesa a admis que cette évasion était un échec pour les forces de sécurité. Seuls 26 évadés ont été repris et deux ont été tués par les forces de sécurité qui tentaient

de les capturer, a-t-il précisé. Les autorités afghanes n'ont pas fourni de précisions dans l'immédiat sur l'identité des évadés.

«Le tunnel a touché au but la nuit dernière. Les moudjahidine prisonniers ont été conduits à l'extérieur par cette voie par trois détenus préalablement informés», ont expliqué les talibans dans un communiqué. Selon eux, l'opération a duré quatre heures et s'est terminée à 3h30 (23h GMT dimanche) hier matin, et les détenus ont été récupérés par des véhicules.

Les talibans affirment, en outre, qu'un commando-suicide avait été posté à proximité de la prison, mais qu'il n'a pas eu besoin d'entrer en action.

De vastes opérations sont en cours pour retrouver les prisonniers, dont les données biomé-

triques sont enregistrées, ce qui les rend facilement identifiables, a indiqué M. Wesa.

La prison de Kandahar avait déjà été le théâtre d'une spectaculaire évasion le 13 juin 2008. Un commando de talibans l'avait prise d'assaut, et près de mille prisonniers, dont une moitié de talibans, avaient pris la fuite.

A l'intérieur de la prison, les autorités ont montré à un correspondant de l'AFP l'entrée du tunnel, un trou d'un peu moins d'un mètre de diamètre et trois de profondeur creusé dans le sol en béton de la cellule n°7. Des vêtements et autres effets personnels étaient visibles à côté du trou, visiblement abandonnés par les détenus avant de s'introduire dans le tunnel. Le bloc des «politiques» compte une trentaine de cellules,

ouvertes, entre lesquelles chacun d'eux pouvait circuler librement. Kandahar est le berceau de l'ancien régime des talibans (1996-2001), chassés du pouvoir par une coalition internationale fin 2001, et qui ont déclenché depuis une sanglante insurrection contre le fragile gouvernement de Kaboul et l'Otan.

Le 15 avril, le chef de la police provinciale avait été tué dans un attentat-suicide perpétré à l'intérieur du quartier général de la police de la ville.

Les talibans ont récemment procédé à plusieurs attaques audacieuses de cibles très sensibles et très protégées, recourant à des hommes en uniforme, ce qui fait craindre une infiltration croissante des forces afghanes par les insurgés, qui ont gagné du terrain ces dernières années.

SYRIE

Au moins 25 morts dans un pilonnage intensif de Deraa

Au moins 25 personnes ont été tuées hier dans le pilonnage intensif de Deraa, épice de la contestation dans le sud de la Syrie, où les forces de sécurité ont pénétré avant l'aube appuyées par des chars et blindés, a indiqué un militant sur place.

Selon ce militant des droits de l'Homme, Abdallah Abazid, joint par téléphone par l'AFP, «au moins 25 martyrs sont tombés, tués par les tirs et le pilonnage à l'artillerie lourde contre les habitations et les quartiers» qui se poursuivaient dans l'après-midi.

Il a ajouté que «d'autres corps gisaient toujours dans les rues».

Un précédent bilan donné par d'autres militants faisait état de cinq morts. Les explosions

et tirs pouvaient être entendus lors de la conversation téléphonique. Le militant a indiqué que la ville avait été soumise depuis les premières heures du matin «à un pilonnage intensif à l'artillerie lourde et aux mitrailleuses», et des francs-tireurs étaient postés sur les toits. L'armée a en outre pris le contrôle de plusieurs mosquées ainsi que du «cimetière des martyrs», a-t-il encore dit.

Les forces de sécurité sont intervenues par milliers à Deraa dans le but de mater la contestation contre le régime de Bachar Al-Assad née il y a six semaines dans cette ville située à 100 km au sud de Damas.

Plus de 3 000 membres des forces de sécurité appuyées par des blindés et des chars ont pénétré dans la ville avant l'aube, selon des militants des droits de l'Homme joints au télé-

phone par l'AFP. «Les hommes tirent dans toutes les directions et avancent derrière les blindés qui les protègent», a déclaré à l'AFP un militant Abdallah Al-Hariri, joint au téléphone.

Selon des militants, des opérations des services de sécurité étaient également en cours à Douma, à 15 km au nord de Damas, et Al-Maadamiyeh, dans la banlieue de la capitale.

«Il est clair que les autorités syriennes ont pris la décision d'une solution militaire et sécuritaire», a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'Homme.

Ces décès portent à quelque 390 le nombre de personnes ayant péri depuis le début de la contestation le 15 mars, selon des chiffres compilés par l'AFP à partir de bilans d'ONG étrangères et de groupes de militants syriens.